



Drogue et contre-insurrection au Kurdistan Nord

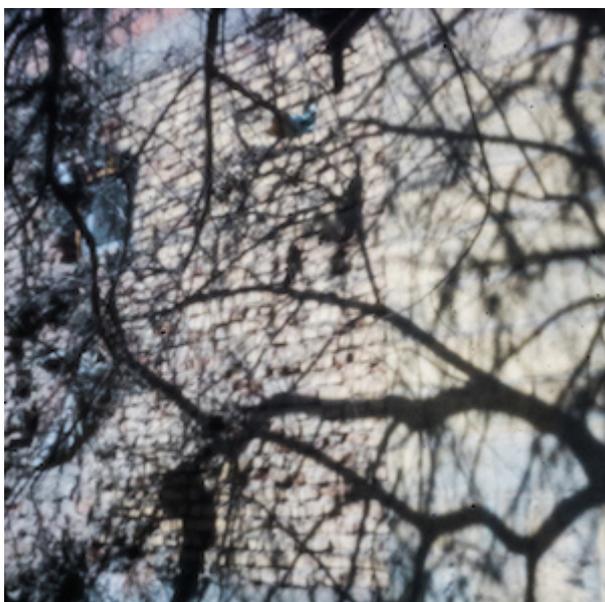
Loez

19 février 2022

Texte inédit pour le site de Ballast

L'utilisation du trafic de drogue comme outil de contre-insurrection par les gouvernements qui cherchent à mater les contestations, de l'Amérique du Nord aux Philippines, n'est plus à prouver. Dans les régions kurdes de Turquie (Bakur), le pouvoir colonial a lui aussi recours à ce levier dans le cadre de la répression qu'il mène, de longue date, contre le mouvement autonomiste, social et écologiste kurde. Après la guerre civile des années 1990 et les politiques de terre brûlée qui ont vidé des milliers de villages, la répression a pris de nouvelles formes, plus sournoises : elles visent à casser tout engagement politique de la jeunesse. Reportage dans la « capitale » du Kurdistan du Nord. ≡ Par Loez

[lire en anglais]



Dans la fraîcheur de l'hiver, la nuit tombe sur la ville d'Amed (Diyarbakır, en turc). Peuplée de plus d'un million d'habitant·es, elle est considérée comme le centre politique et culturel des régions kurdes situées au sein des frontières turques. Dans les ruelles du quartier populaire de Bağlar, les lampadaires au sodium projettent une lumière jaune orangé. « *Dans une demi-heure, les forces spéciales vont installer des checkpoints à l'entrée du quartier, et cette rue sera pleine de dealers* », déplore Mehmet¹, militant de la jeunesse du HDP, la principale force d'opposition progressiste du pays². Il pointe du doigt, au pied d'un poteau électrique, une pipe à eau usagée remplie d'un liquide trouble, bricolée dans une bouteille de soda. « *Regarde, là et là... Les consommateurs se droguent dans la rue et la police ne fait rien. Les dealers agissent en toute impunité.* » Avec un groupe de jeunes militants, nous partons à la rencontre d'un personnage influent du quartier. Il nous invite à nous asseoir dans un restaurant avoisinant. Des thés fumants sont distribués. Mais à peine a-t-il compris que c'est un journaliste étranger qui lui pose des questions sur l'augmentation du trafic de drogue que son visage se décompose. Il bondit de son siège et sort presque en courant du restaurant, après avoir balbutié qu'il ne veut pas prendre le risque de répondre.

« Le mouvement de la jeunesse du HDP a lancé à l'automne 2021 une vaste campagne de lutte contre la consommation de stupéfiants dans plusieurs grandes villes du Kurdistan. »

Face à la recrudescence de l'usage de stupéfiants, et notamment de drogues dures



comme le cristal — de la méthamphétamine —, le mouvement de la jeunesse du HDP a lancé à l'automne 2021 une vaste campagne de lutte contre la consommation de stupéfiants dans plusieurs grandes villes du Kurdistan. Celle-ci s'inscrit dans la continuité du paradigme politique du **confédéralisme démocratique**, adopté par le mouvement kurde depuis 2005. Pour faire face aux nombreux problèmes politiques et sociaux, il promeut l'autonomisation et l'autogestion quotidienne des populations vis-à-vis de l'État répressif. En organisant des activités pour les jeunes, en faisant du porte à porte et de la médiation, ces militants tentent d'enrayer un phénomène devenu endémique. *« Nous avons commencé cette campagne au mois de septembre, explique Serdar*, membre de la jeunesse du HDP qui a participé à l'organisation des actions. Nous avons défini des étapes : la première est de sensibiliser, la deuxième est la mobilisation avec les ONG et la troisième consiste à proposer des environnements de vie alternatifs pour les jeunes. À la fin de la campagne, nous envisageons de créer une association qui mènera des activités culturelles et sportives, afin de proposer aux jeunes qui n'ont pas de vie sociale des activités socioculturelles. »* Hüseyin* a grandi dans le quartier de Bağlar. Il était consommateur de drogue avant que le mouvement de la jeunesse ne l'accompagne pour l'aider à s'affranchir de son addiction. Malgré son jeune âge, son corps est maigre, son visage traversé de longues rides et marqué de cicatrices. Il témoigne : *« Moi aussi, auparavant, j'étais dépendant. Mais j'ai arrêté. Ma famille était pauvre, et ça, c'était un avantage pour l'ennemi. Au début on t'habitue et une fois que tu es dépendant, on essaie de faire de toi un agent. Une fois que ton corps est habitué, ton cerveau devient comme paralysé et tu es obligé de faire tout ce qu'ils te disent. Et puis tu ne t'en rends pas compte : tu te retrouves dans un marais, prêt à disparaître à tout moment. Je suis actuellement en phase de reconstruction. J'essaie de m'en remettre. Mais c'est une période difficile. »*



[Mars 2016 : Amed, quartier de Şehitlik. Avant 2015, les YDG-H, mouvement de la jeunesse kurde clandestin, luttait contre les dealers | Loez]

Pour Serdar, une rupture nette s'est opérée en 2015. « Au Kurdistan, entre 2015 et 2016, pendant la période d'autodétermination³, il y a eu d'intenses affrontements. Mais avant ça, le mouvement de la jeunesse kurde luttait contre l'usage de stupéfiants, et la consommation de drogue avait pas mal diminué. Après cette phase de guerre, où l'État a vu que la jeunesse avait pu s'organiser et affronter l'armée, il a déployé des tactiques de contre-insurrection. La politique de dépendance à la drogue en fait partie. » L'expansion du trafic de drogue a lieu aussi bien dans les ruelles tortueuses de Sur — la vieille ville historique d'Amed, entourée de hautes murailles de basalte noir —, dans les quartiers populaires de Bağlar et Şehitlik, que dans les cafés chics fréquentés par les classes moyennes et aisées des quartiers de Yetmiş Beş et Dicle Kent. « Maintenant, ce trafic ne se cache plus. Les endroits où on peut trouver de la drogue sont connus de tous. Quand on regarde dans les rues d'Amed, il y a des milliers de caméras de surveillance et, le soir, il y a des centaines de véhicules de police qui rôdent dans la ville. Des centaines de points de contrôle. Que les autorités n'interviennent jamais nous prouve que ce trafic se fait sous le contrôle de l'État », poursuit Serdar. Un constat qui se renforce quand on connaît les capacités de déploiement policier du régime au moindre signe d'activité politique : des centaines d'agents peuvent être mobilisés, parfois seulement pour encercler un groupe de quelques personnes qui lisent une déclaration en public. De plus, dans les régions kurdes de Turquie, les faits divers impliquant les forces de répression



étatique dans des affaires de drogue ne manquent pas. Le 8 juillet 2013, le journal indépendant *Taraf* publie en une la photo d'un commissariat de la région de Lice, au nord-est d'Amed, dont la vue donne directement sur des cultures de cannabis. Au même endroit, fin 2021, sept officiers de gendarmerie sont accusés d'avoir convoyé de la drogue. Trois ont été condamnés à des peines de prison ; les autres, dont le commandant du poste, ont été acquittés. *« Il y a des familles qui essaient de se mobiliser face à ça, et nous sollicitent en identifiant les personnes qui font de la vente. Elles nous disent : "Nous sommes allées au commissariat, rien n'a été fait, nous avons peur, nous ne sommes pas en sécurité." C'est à la suite de ça que nous avons lancé cette campagne »*, ajoute Serdar.

« Outre la volonté de dépolitisation, les forces étatiques utilisent la consommation de drogue pour recruter massivement des informateurs parmi les usager-es. »

La consommation de drogue a des effets sociaux destructeurs. *« Les personnes qui consomment ces produits perdent leurs capacités de réflexion et de contrôle. Certaines se jettent des immeubles. Beaucoup ont perdu leur équilibre, sont tombées ou ont sauté des murailles de Sur. Après avoir consommé, il y en a qui font du mal à leurs proches ou à eux-mêmes, et parfois se suicident. Au-delà des overdoses, plusieurs personnes sont aussi décédées à cause des conflits entre gangs »*, poursuit notre interlocuteur. Dans une société en pleine crise économique — ces derniers mois, elle a connu une inflation record tandis que le cours de la lire turque dégringolait —, les consommateurs ont souvent recours au vol ou à la prostitution pour se procurer de quoi satisfaire leur addiction. Serdar sort son téléphone pour nous montrer une vidéo. Dans un intérieur dépouillé, un homme est assis à genoux sur un matelas de sol. En pleurs, il livre ce qui ressemble à une confession et reconnaît vendre de la drogue aux jeunes. Le militant détaille le contexte dans lequel a été tournée cette vidéo : *« Une famille est venue nous voir en disant qu'ils avaient été cambriolés. À la suite des recherches que nous avons menées, nous avons appris que les objets volés avaient été revendus à une boutique qui vend des produits d'occasion. Le propriétaire nous a dit que la personne qui dirigeait ces actions était un partisan du Hizbullah⁴ dans le quartier, qu'il faisait faire du vol aux jeunes et qu'ensuite lui-même leur fournissait de la drogue. »* Et Hüseyin d'ajouter : *« Quand on regarde dans les régions du Kurdistan, la prostitution et la drogue sont très répandues. Ça a été mis en place volontairement par l'ennemi pour isoler les jeunes, les détacher de leur peuple, pour qu'ils restent loin de la politique. C'est une stratégie car, quand une communauté n'a pas de jeunesse, elle est condamnée à périr. L'ennemi le*



sait très bien. »

Outre la volonté de dépolitisation, les forces étatiques utilisent la consommation de drogue pour recruter massivement des informateurs parmi les usager·es : en les menaçant de les emprisonner s'ils ne livrent pas d'informations, et en les récompensant avec de l'argent ou de la drogue. Serdar détaille un processus bien rodé, qu'on retrouve dans de nombreux récits : *« Il y a une semaine nous avons été informés qu'un jeune vendait de la drogue — il est issu d'une famille patriote, un de ses frères est un des martyrs de Sur. Nous avons discuté avec lui. Il a fait d'abord l'objet d'une incarcération pour motif politique. Après sa libération, il a été enlevé à plusieurs reprises par la police. On lui a dit : "Nous serons pour toi comme des grands frères, on te soutiendra, mais ne mène pas d'activités politiques." Par la suite, ce jeune est rentré en contact des fournisseurs de drogue. Il a négocié avec les policiers en leur disant : "Je veux en transporter d'Amed à Antalya [un peu plus de 1 000 kilomètres séparent les deux villes, ndla]." Et ils ont accepté. Beaucoup de jeunes qui ont un engagement politique sont amadoués de cette façon. Après les avoir rendus dépendants financièrement ou avec la drogue, les autorités peuvent leur faire faire tous les sales boulots. Ces réseaux tournent avec des officiers de l'État, et quand ce n'est pas directement lui, par le biais des personnes recrutées pour ces actions, comme les partisans du Hizbullah ou les membres des foyers nationalistes. »* Les jeunes femmes sont la cible d'une politique spécifique, piégées et poussées à la prostitution et à la collaboration par le chantage : une arme redoutable dans une société aux mœurs encore conservatrices.



[Mars 2021 : graffiti dans les ruelles de Sur | Loez]

Dans certains quartiers connus pour leur soutien au mouvement kurde, notamment Sur, le développement du trafic de drogue s'est intensifié en parallèle de politiques de « rénovation urbaine ». Celles-ci consistent en réalité à chasser les habitant·es et à les déplacer dans de grands immeubles situés dans des zones périurbaines, où ils s'endettent [pour acheter un logement](#). Les liens de solidarité s'en trouvent brisés ; de quoi freiner la mobilisation politique. L'arrivée de la drogue dans leurs rues est une raison supplémentaire qui pousse les habitant·es à les quitter, malgré leur refus initial. Si, dans le passé, les familles — et parfois même la police — se tournaient vers le HDP pour résoudre les problèmes de quartier, avec la répression qui a touché ce parti⁵, la population a perdu foi en sa capacité à intervenir. *« Il faut faire comprendre à la population que quand on adopte la bonne approche, on peut obtenir des résultats. Car quand on discute avec les familles, on s'aperçoit qu'elles sont convaincues que personne ne peut plus rien faire. Elles se disent : "Que ça reste loin de moi, de mes enfants, que ça n'entre pas dans mon foyer. Le reste n'est pas important." Mais si la drogue est dans le quartier, il est quasi inévitable que ça entre chez toi. Aujourd'hui, c'est ce qu'il se passe : dans beaucoup de foyers, il y a au moins un jeune qui consomme de la drogue ! Puis viennent les dégâts causés par ce jeune, la souffrance infligée à la famille. La dépendance à la drogue a engendré un traumatisme au sein de la société »*, affirme Serdar.



« Aujourd’hui, c’est ce qu’il se passe : dans beaucoup de foyers, il y a au moins un jeune qui consomme de la drogue ! »

Face au phénomène, les familles sont donc démunies. Plusieurs pères âgés de 45 à 60 ans nous tiennent des discours similaires. Ils disent craindre pour leurs enfants et ne pas arriver à se faire entendre des jeunes, qui font mine de les écouter avant de retourner à leurs activités lucratives. Le plus souvent, la population répugne à se tourner vers la police — sa collaboration avec les dealers étant bien connue. Et quand bien même le ferait-elle, la police ne donne aucune suite en cas de plainte. Les trafiquants mis en cause se placent régulièrement sous protection policière et, parfois, la famille qui s'en est pris à eux se retrouve accusée de vente de drogue. Par ailleurs, les proches de jeunes arrêtés pour consommation de drogue se voient souvent proposer leur libération en échange de juteux pots de vin — une pratique devenue courante en Turquie pour échapper à une condamnation. L'un de ces pères de famille nous dit ainsi : *« Les parents donnent beaucoup d'argent, de l'or. J'ai mon voisin, deux de ses enfants se sont fait arrêter : ils ont payé 150 000 TL [soit plus de 10 000 €, ndlr] au procureur pour que les enfants soient libérés. »*

La campagne des jeunes du HDP ne se déroule pas sans difficulté. C'est que l'État fait tout pour leur mettre des bâtons dans les roues. *« La pression la plus forte vient directement de lui. Il nous a ouvertement été dit qu'on ne nous autoriserait pas à mener ces activités. Au début de la campagne, nous devons tenir une réunion publique : une pratique courante des associations et des partis politiques. Mais, ce jour arrivé, des dizaines de véhicules blindés et anti-émeutes ont été mobilisés dans le quartier ! Une pression énorme. Nous avons été encerclés. Par la suite, quand nous avons essayé de discuter avec les autorités, elles nous ont dit qu'elles faisaient le nécessaire et que personne d'autre ne serait autorisé à mener des activités dans ce domaine. Dans plusieurs quartiers comme Bağlar, Fiskaya, elles ont essayé de saboter nos activités. Il y a eu des contrôles d'identité, des étudiants ont été menacés de l'interruption de leur bourse, elles ont intimidé nos membres. Certains ont fait l'objet d'une surveillance de leur part. »*



[Mars 2021 : caméra de surveillance dans le quartier de Sehitlik, fortement touché par le trafic de drogue | Loez]

Depuis que la campagne autonome a démarré, la police a annoncé le lancement de sa propre opération antidrogue. Mais, pour Serdar, il ne s'agit que d'affichage médiatique. Dans les faits, on continue de laisser prospérer les trafics, ou du moins certains d'entre eux, dans la mesure où peuvent en être tirés des bénéfices politiques. *« La Sûreté d'Amed mène soi-disant une action antidrogue. Mais des familles nous ont dit que dans le café juste à côté du commissariat, du trafic a lieu et rien n'est fait. Tout au contraire : on leur offre du thé, des cigarettes. Beaucoup de dealers avec qui nous avons parlé disent que si l'État lutte contre la consommation de marijuana, aucune mesure, en revanche, n'est prise contre la méthamphétamine, le cristal et les stupéfiants similaires qui se répandent massivement. Il y a une stratégie de persuasion qui consiste à faire croire que l'État fait front, alors qu'il est la source du problème. »*

« Les murs d'Amed en témoignent : en quelques années, des graffitis en hommage à divers groupes mafieux ont fleuri partout dans la ville. »

Malgré toutes ces entraves, les jeunes du HDP se sont organisés avec le syndicat progressiste SES de la santé publique pour proposer un soutien aux personnes souhaitant se désintoxiquer. S'il y a bien un ou deux centres de réhabilitation à Amed,



c'est insuffisant. D'autant que des témoignages pointent que les patient-es y sont exposées à une propagande nationaliste. *« C'est pourquoi, au lieu de travailler avec ces centres et de leur transmettre des informations, nous sommes entrés en contact avec SES, raconte encore Serdar. Ils nous fournissent des traitements médicaux pour ceux qui veulent arrêter. D'un point de vue psychologique et social, nous nous occupons d'eux personnellement, nous leur organisons des activités. »*

Du reste, les médias turcs contribuent, dans une forme de *soft-power*, à normaliser l'usage de drogues en glorifiant des figures du banditisme dans les séries télévisées, abondamment regardées par la population. Les murs d'Amed en témoignent : en quelques années, des graffitis en hommage à divers groupes mafieux ont fleuri partout dans la ville. Au plus haut sommet de l'État, la consommation s'affiche même en toute impunité. Ainsi d'un jeune loup du parti d'Erdoğan qui, quand il ne se montre pas aux côtés du ministre de l'Intérieur [Suleyman Soylü](#), est filmé en train de sniffer un rail de cocaïne. Après que la vidéo a été diffusée sur les réseaux sociaux, l'intéressé a affirmé qu'il s'agissait de sucre en poudre... Un sujet de raillerie dans tout le pays, désormais. À plusieurs reprises, des liens entre le régime d'Erdoğan et le trafic de drogue ont d'ailleurs été mis au jour. En 2021, le copilote d'un jet privé dans lequel a été saisie au Brésil 1,3 tonne de cocaïne a déclaré que l'avion appartenait à Ethem Sancak, un homme d'affaires proche du président. La même année, le mafieux [Sedat Peker](#) a réalisé une série de longues confessions vidéo pour se venger d'avoir été écarté du pouvoir : il y révélait les liens profonds qu'il entretenait avec le gouvernement et revenait, dans le détail, sur certaines actions criminelles qu'il aurait personnellement menées pour lui. Des pratiques qui n'ont cependant rien de nouveau : mafias et pouvoir sont étroitement liés en Turquie. En 2020, sous la pression des ultra-nationalistes du [MHP](#), Erdoğan faisait ainsi libérer le rival dudit Peker, le célèbre chef mafieux Alaattin Çakıcı, connu pour avoir travaillé avec les services secrets turcs dans les combien sinistres années 1990.

« Au Bakur, ils font consommer des produits chimiques et au Bashur [région autonome kurde en Irak, ndla], ils utilisent des armes chimiques. Et le monde reste silencieux », conclut, amer, un père de famille.

Photographies de vignette et de bannière : Loez

1. Le prénom a été modifié pour des raisons de sécurité. Il en ira de même pour l'ensemble des prénoms dotés d'un astérisque.[←]



2. Parti démocratique des peuples : une coalition de partis de la gauche kurde et turque. Elle est particulièrement ciblée par la répression du régime turc.[↔]
3. De fin 2015 à mi-2016, dans plusieurs quartiers de grandes villes kurdes, dont celui de Sur, de jeunes militant·es kurdes, rapidement appuyé·es par des combattant·es expérimenté·es du PKK, ont dressé des barricades et déclaré l'autonomie locale par rapport à l'État. La répression sera sanglante. L'armée turque les assiègera pendant des semaines, allant jusqu'à utiliser des bombardements aériens.[↔]
4. Parti islamique kurde, le Hizbullah, farouchement opposé au PKK, a longtemps été le bras armé de l'État pour ses actions clandestines, en particulier les assassinats d'opposant·es.[↔]
5. On estime à plus de 6 000 le nombre de militant·es emprisonné·es en 2021, et celui-ci ne fait qu'augmenter.[↔]